

MEMORANDUM SUR LA SITUATION POLITIQUE GUINEENNE A L'INTENTION DE LA COMMISSION DE LA CEDEAO

Plus de vingt mois après l'entrée en fonction de l'actuel Président de la République, les élections législatives qui devaient mettre un terme à la transition politique ouverte en Guinée depuis le 23 décembre 2008 n'ont toujours pas été organisées. Plus grave, aucun dialogue sérieux n'a pu être initié entre le pouvoir en place et la classe politique pour déterminer des conditions minimales de transparence des futures élections et de profonds désaccords demeurent sur des questions aussi importantes que la Commission Electorale Nationale Indépendante (CENI) et le Fichier électoral.

Le Gouvernement actuel a, depuis le mois de mars 2011, systématiquement rejeté tous les appels au dialogue formulés par l'opposition regroupée au sein de l'ADP et du Collectif, dans le but de repousser le plus loin possible l'échéance électorale afin de mettre à profit ce délai pour asseoir un véritable système de fraude.

En effet, la neutralité et l'impartialité de la CENI sont aujourd'hui compromises par le déséquilibre en son sein avec une représentation nettement en faveur de la mouvance présidentielle au détriment de l'opposition qui a d'ailleurs retiré ces derniers jours tous ses membres au sein de la CENI, du Gouvernement et du Conseil National de Transition (CNT) qui tient lieu d'organe législatif.

Quant à la mise à jour du Fichier électoral, elle fait l'objet de décisions aussi unilatérales qu'illégales de la part du gouvernement qui a décidé de changer de matériels de recensement électoral et d'opérateur technique, sans aucun appel à la concurrence et dans des conditions d'opacité totale qui violent par ailleurs les règles élémentaires de passation des marchés publics.

L'ADP et le Collectif considèrent que le rétablissement de la parité entre la majorité présidentielle et l'opposition au sein de la CENI et le règlement de la question de la présidence de cet organe par le choix d'une personnalité consensuelle sont des préalables nécessaires au rétablissement de la confiance. En effet, il est évident que seule une CENI consensuelle constitue un gage de transparence et de régularité du scrutin législatif.

Par ailleurs, l'opposition réclame, pour une révision correcte du fichier électoral, les démarches suivantes propres à doter la Guinée d'une liste électorale fiable et sécurisée :

- L'annulation du contrat WayMark-Sabary (l'opérateur technique actuel), en raison à la fois des conditions irrégulières de passation du marché y afférent et des insuffisances et dysfonctionnements importants mis en évidence par les missions de vérification du PNUD et de l'OIF ;

- le recours sans délai à un appel à la concurrence internationale pour le choix, en toute transparence, d'un nouvel opérateur technique doté de la compétence requise et de références avérées en matière d'établissement et de mise à jour de fichiers électoraux.

Face à l'intransigeance du pouvoir et son refus de tout dialogue avec l'opposition, les partis politiques de l'ADP et du Collectif ont décidé d'organiser une série de manifestations pacifiques destinées à obliger les autorités actuelles à respecter l'état de droit et les principes démocratiques.

La plupart de ces manifestations ont fait l'objet de répression violente de la part des forces de l'ordre avec des conséquences dramatiques (arrestations arbitraires, blessés, morts d'hommes). Et un pas fut franchi lors de la marche empêchée du 27 août dernier au cours de laquelle des leaders politiques ont été séquestrés une journée entière après que leur véhicule ait essuyé des tirs à balles réelles. Mais en dépit de toutes ces entraves à l'exercice des libertés publiques, l'ADP et le Collectif maintiennent leur engagement à utiliser tous les moyens légaux nécessaires pour s'opposer à toute élection qui ne présenterait pas de garanties d'équité et de transparence.

Aujourd'hui, face à la gravité de la situation politique et en raison des périls graves qui menacent la paix sociale et la stabilité politique de notre pays, il nous paraît important d'alerter votre aimable attention et celle de l'ensemble de la communauté internationale sur les graves violations des libertés individuelles et collectives engendrant l'absence de perspectives politiques pacifiques en Guinée.

Pour éviter que la transition politique en cours dans notre pays ne connaisse un dénouement douloureux, l'ADP et le Collectif, composés de partis politiques ayant totalisé près de 70% des suffrages exprimés lors du premier tour de la dernière élection présidentielle, souhaitent une implication diligente et plus significative de la Communauté Internationale dans le processus électoral.

Les partis politiques membres de l'ADP et du Collectif sont conscients du rôle éminemment positif joué par la Communauté Internationale dans l'instauration du dialogue national ayant favorisé l'éclosion du consensus politique, lors de la dernière élection présidentielle. C'est pourquoi, nous continuons à déplorer la dissolution prématurée du Groupe International de Contact (GIC) suivant la seule volonté du Président de la République. L'existence du GIC aurait largement contribué à faciliter le rapprochement des positions entre la Mouvance présidentielle et l'Opposition.

La République de Guinée est aujourd'hui à la croisée des chemins car les enjeux des prochaines élections législatives dépassent de loin ceux d'un scrutin ordinaire. En effet, l'aggravation des tensions intercommunautaires nées de nombreux accès de violence qui ont rythmé l'histoire politique récente de notre pays, les frustrations accumulées du fait de l'impunité vis-à-vis des violations des droits humains, l'accentuation de la misère généralisée en raison d'une dégradation continue des conditions de vie de la population en plus de l'absence d'une réelle politique de réconciliation nationale constituent des ingrédients qui pourraient conduire en Guinée à des troubles postélectoraux aux conséquences dramatiques.

Aussi, l'ADP et le Collectif sont-ils particulièrement inquiets de l'impasse politique actuelle que connaît notre pays. Ils demeurent convaincus de la nécessité urgente de rétablir le Groupe International de Contact sur la Guinée jusqu'au terme effectif de la transition qui s'achèvera avec l'installation de la future Assemblée Nationale. Par ailleurs, ils souhaitent vivement la mise en place d'un mécanisme international de certification des résultats issus des prochaines élections législatives.

Face à l'intransigeance obstinée du pouvoir, l'opposition guinéenne, réunie dans l'ADP et le Collectif fait recours à la communauté internationale pour l'aider à préserver la fragile paix sociale en privilégiant la prévention sur la gestion de conflits postélectoraux qui risquent de naître de mauvaises élections dont les résultats pourraient être violemment contestés.

Conakry, le 07 septembre 2012